

avantages qu'ils ont eux-mêmes, pour que leurs concitoyens puissent être raisonnablement certains d'avoir accès à des sources suffisantes d'énergie à des prix raisonnables. Il me semble que nous devrions considérer ce genre de partage comme faisant partie des privilèges que nous procure le fait d'être Canadiens.

Si cela veut dire qu'il faut faire appel aux sentiments patriotiques des Canadiens, je le ferai volontiers parce que je n'ai pas honte de crier sur les toits, à la Chambre ou ailleurs, que je suis un nationaliste canadien. On demande souvent aux gens s'ils sont Français, Anglais, Ukrainiens, et ainsi de suite. Je parle français, mais je ne suis pas Français, et je parle anglais, mais je ne suis pas Anglais non plus. Je soutiens que je suis Canadien et que j'ai le droit d'aller n'importe où au Canada. J'ai le droit de parler partout dans la langue de mon choix et de profiter de la chance de mes concitoyens. Mes concitoyens ont en retour le droit d'exiger que je partage ce que j'ai.

M. Thacker: Réduisez le tarif.

M. Parent: Il y a tout de suite des gens qui réclament qu'on réduise le tarif ou qu'on réduise telle ou telle chose. Je voudrais plutôt qu'on partage davantage ce que nous avons ici même dans l'Est, qui est la région industrialisée du pays. Cette base industrielle pourrait facilement se déplacer vers l'Ouest. Pourquoi pas?

M. Crosbie: Pourquoi l'en empêchez-vous?

M. Parent: Bien des députés d'en face commencent immédiatement à crier que certaines régions sont opprimées et que le gouvernement ne comprend pas telle ou telle situation. Si ces députés veulent participer au débat, nous en serons ravis. Ils ont tout à fait le droit d'exprimer leurs idées vindicatives, haineuses et divisives, mais je n'ai pas l'intention de me mêler à des saletés de ce genre. Je ne veux pas être obligé de grimper en haut de ce tas de...

[Français]

... «fumier», si l'on veut, et dire avec eux: Il faut crier, il faut se battre. Pourquoi se battre tout le temps? Pourquoi toujours être là et toujours vouloir se prendre les uns les autres à la gorge? Cela ne représente pas l'idée du Canada. Il faut de plus en plus, monsieur le président, prendre le temps de s'écouter.

[Traduction]

Quelles sont les responsabilités du gouvernement dans des circonstances exceptionnelles comme celles-là? Doit-il se contenter d'assurer l'autonomie énergétique et laisser les compagnies pétrolières et l'Ouest se charger du travail? Nous sommes déjà autonomes si nous prenons l'ensemble de nos ressources énergétiques. Nous exportons davantage de gaz, de charbon, d'huile lourde, d'uranium et d'électricité que nous n'importons de pétrole. Mais comme nous avons absolument besoin du pétrole que nous importons, notre économie nationale est vulnérable et c'est pourquoi on prévoit des mesures qui contribueront à augmenter la production de pétrole canadien. Cela va se faire dans l'Ouest, au large de Terre-Neuve, dans l'Île de Baffin et dans d'autres secteurs. Ces ressources nous appartiennent à nous tous. C'est pourquoi nous voulons faire une meilleure utilisation du pétrole que nous produisons et inciter certains consommateurs à se tourner vers des ressources plus abondantes qui donneront le même résultat que le pétrole importé.

Pétrole et gaz du Canada—Loi

Nous ne pensons pas qu'il faille mesurer notre consommation future de pétrole en fonction des coûts de production actuels. Le pétrole découvert il y a des années ne coûte pas cher à produire et devrait être bon marché. Le pétrole découvert par la suite coûte plus cher à produire et son prix devrait être plus élevé.

Sans aucun doute, nous continuons à payer le pétrole importé au prix mondial, du moins jusqu'au jour où le Canada deviendra autonome, ce qui, je l'espère, comme tous les députés, arrivera avant la fin de la présente décennie. Nous n'aurons alors plus besoin du pétrole étranger. Voilà ce que signifie ce prix dit pondéré, un prix moins élevé pour le pétrole des anciens gisements que pour celui des nouveaux gisements.

Nous avons dit à nos collègues de l'Ouest que nous paierions \$38 le baril pour la mise en valeur des sables pétrolifères, soit plus que le prix mondial. En outre, chaque fois que le coût de la vie augmentera, le prix en question reflètera cette augmentation. C'est certainement raisonnable et nos collègues devraient examiner cette offre. Selon moi, le gouvernement a trois objectifs dans le domaine énergétique: veiller à ce que tous les Canadiens aient accès de façon équitable et raisonnable aux sources d'énergie, veiller à ce que les producteurs d'énergie reçoivent un paiement juste et raisonnable pour leurs produits et veiller à ce que le Canada s'oriente sur la voie de l'autarcie énergétique grâce à un certain nombre d'initiatives financées par le gouvernement fédéral.

A maintes reprises, j'ai entendu les députés affirmer que nous cherchions encore une fois à faire payer l'Ouest, que nous exploitons un peu trop les sociétés pétrolières et les provinces productrices. Puisque les Canadiens ont payé 50 p. 100, c'est-à-dire 50c. sur chaque dollar, des sommes affectées à la prospection pétrolière au Canada, par le biais du gouvernement fédéral, est-ce trop demander qu'ils reçoivent en retour 24 p. 100 des profits? Je ne vois pas la logique de ce refus. Fait intéressant à noter, le gouvernement a payé plus de 95 p. 100 des frais de prospection de la Dome Petroleum.

M. Siddon: Non, il ne l'a pas fait.

M. Parent: Si, il l'a fait. Il suffit au député de se donner la peine de vérifier les chiffres, pour constater que j'ai raison.

M. Siddon: Vous parlez d'un programme fiscal.

M. Parent: Nous ne demandons que 25 p. 100 pour les Canadiens qui ont payé l'ensemble des travaux. Est-ce trop demander? Je ne le crois pas.

M. Waddell: Pourquoi ne pas simplement prendre les 5 p. 100 qui restent et ainsi vous emparer totalement de l'affaire?

M. Parent: Les députés de l'extrême droite affirment que nous devrions nous emparer du tout. Ces derniers préconisent la nationalisation.

M. Waddell: Vous avez déjà payé 95 p. 100.

M. Parent: Les députés de l'opposition officielle sont d'avis que les Canadiens ne devraient rien obtenir en retour. Il existe certainement un juste milieu, à mon avis; nous n'arriverons peut-être pas à mettre tout le monde d'accord, mais sans aucun doute la majorité des Canadiens se rendront compte qu'en faisant preuve de compréhension et en se montrant disposés à partager et à faire quelques concessions de part et d'autre, nous finirons par trouver une solution qui nous avantagera tous.